



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

Édition 2022

FÉVRIER
2022

Démographie	2
Emploi	3
Marché du travail	10
Insertion	12
Entreprises	14
Immobilier d'entreprise	18
Enseignement supérieur	19
Tourisme	20
Tableau récapitulatif	21

Indicateurs socio-économiques des principales métropoles

- Aix-Marseille
- Bordeaux
- Lille
- Lyon
- Montpellier
- Nantes
- Nice
- Paris
- Rouen
- Strasbourg
- Toulouse

Démographie

Avertissement

Les métropoles sont désignées par leur ville principale dans l'ensemble de cette publication.

Information

*Les 6 EPCI :
Métropole de Lyon,
Saint-Étienne Métropole,
Capi, Vienne Condrieu
Agglomération, CCEL, CA
Villefranche Beaujolais
Saône.

+0,9%
croissance
annuelle de
la population

Population

Avec 1,41 million d'habitants en 2019, la métropole de Lyon représente les deux tiers du Pôle métropolitain lyonnais (composé de 6 EPCI).

En six ans, la métropole de Lyon a gagné près de 75 000 habitants.

Montpellier, Nantes, Bordeaux et Toulouse sont les métropoles où la population progresse le plus. Les progressions sont les plus faibles à Rouen, Nice, Lille et Paris.

Population

Source : Insee-RP

	Population en 2019	Évolution annuelle 2013-2019	Évolution annuelle due au solde migratoire
MÉTROPOLE DU GRAND PARIS	7 094 649	+0,3%	-0,6%
MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE	1 898 561	+0,4%	+0,0%
MÉTROPOLE DE LYON	1 411 571	+0,9%	+0,1%
MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE	1 179 050	+0,3%	-0,4%
BORDEAUX MÉTROPOLE	814 049	+1,4%	+0,9%
TOULOUSE MÉTROPOLE	796 203	+1,3%	+0,6%
NANTES MÉTROPOLE	665 204	+1,5%	+0,9%
MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR	550 498	+0,3%	+0,1%
EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	505 272	+0,8%	+0,2%
MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE	494 299	+0,2%	-0,2%
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE	491 417	+1,8%	+1,2%
PÔLE METROPOLITAIN	2 131 792	+0,7%	+0,0%

Définitions

L'indice de jeunesse est un indicateur qui affiche le niveau de vieillissement de la population. Il s'agit du rapport entre le nombre de personnes de moins de 20 ans et la population âgée de 60 ans et plus. S'il est supérieur à 1, il témoigne de la prédominance d'une population jeune.

Indice de jeunesse

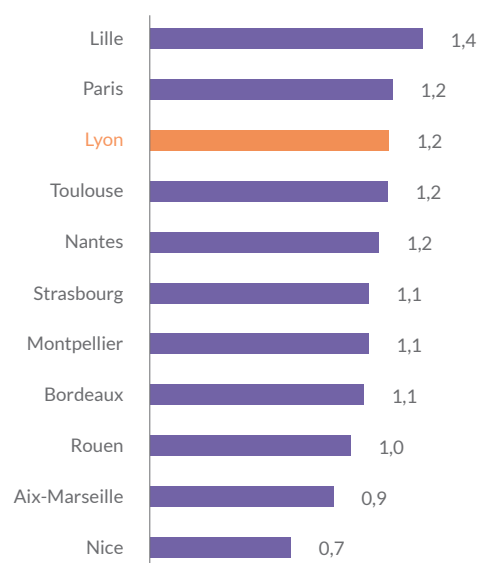
Lille est la métropole où l'indice de jeunesse est le plus élevé : 1,4 soit 1,4 jeune de moins de vingt ans pour 1 personne âgée de 60 ans et plus.

L'indice de jeunesse est le même à Lyon, Paris, Toulouse et Nantes.

À Aix-Marseille et Nice il est inférieur à 1, il y a plus de personnes âgées de 60 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans.

Indice de jeunesse

Source : Insee-RP 2018



Le taux de dépendance économique est le rapport entre la population des jeunes et des personnes âgées (moins de 20 ans et 65 ans et plus) et la population en âge de travailler (20 à 64 ans).

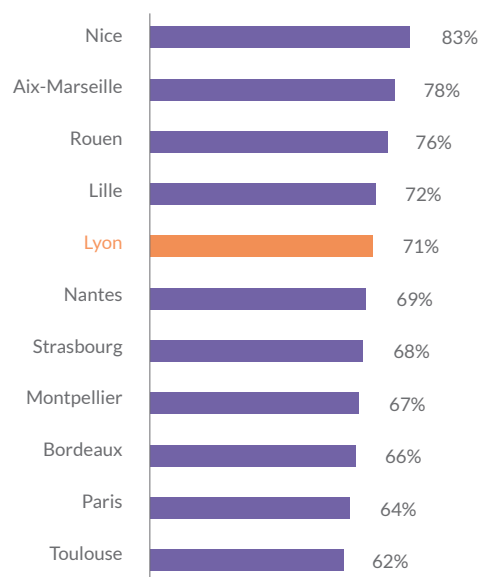
Dépendance économique

C'est à Toulouse et Paris que le taux de dépendance économique est le plus faible. A l'inverse, c'est à Nice qu'il est le plus élevé.

Avec 71%, Lyon se positionne au septième rang des métropoles. Il y a 71 personnes de moins de 20 ans et de plus de 65 ans pour 100 personnes potentiellement actives (de 20 à 64 ans).

Taux de dépendance économique

Source : Insee-RP 2018





Emploi

Définitions

Les activités **présentielles** sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités **productives** ou non-présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

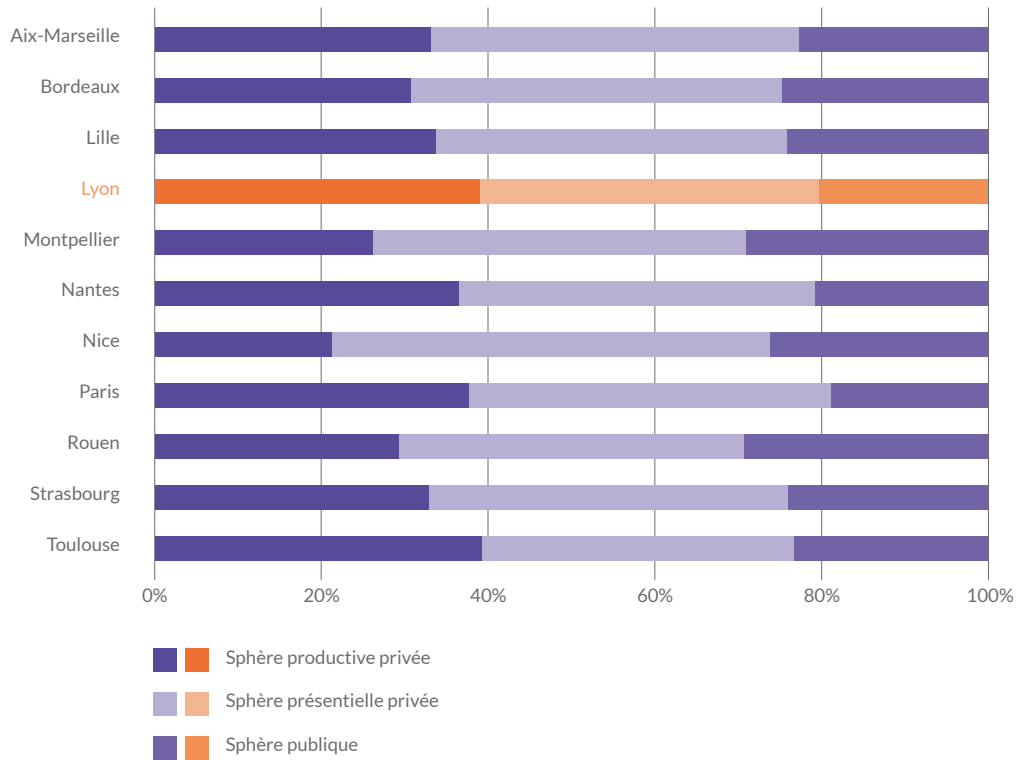
Sphère productive, présentielle, publique

Toulouse et Lyon concentrent le plus d'emplois privés de la sphère productive : 39% de l'ensemble des emplois salariés. Les emplois présentiels privés sont les plus nombreux à Nice (53% des emplois).

Paris est la métropole qui compte le moins d'emplois publics (19% de l'ensemble des emplois salariés), Rouen et Montpellier sont celles où l'emploi public a le plus de poids.

Répartition de l'emploi salarié par sphère (productive, présentielle, publique)

Source : Insee-Flores au 31-12-2018



Définition

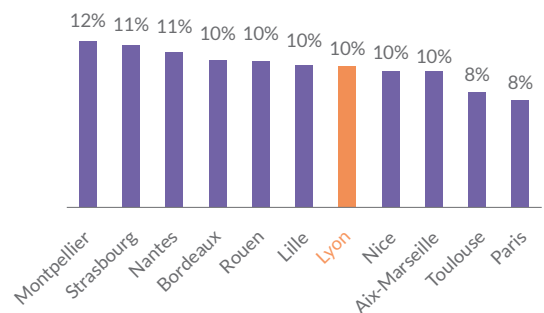
L'économie sociale a été définie à partir d'une liste de catégories juridiques. Elle est constituée de quatre familles : coopératives, associations, mutuelles et fondations.

Économie sociale

L'économie sociale représente entre 8% (Toulouse et Paris) et 12% des emplois salariés (Montpellier). À Lyon, la part est de 10%. Ce sont les associations qui emploient le plus de personnes : 80% des emplois de l'économie sociale. 8% des emplois se situent dans les coopératives, 7% dans les fondations et 5% dans les mutuelles.

Part de l'économie sociale dans l'ensemble des emplois salariés

Source : Insee-Flores au 31-12-2018



Définitions

Les fonctions métropolitaines sont cinq fonctions plus spécifiquement localisées dans les grandes aires urbaines (conception-recherche, prestations, intellectuelles, commerce inter-entreprises, gestion et culture-loisirs).

Les cadres de fonctions métropolitaines (CFM) sont un concept visant à offrir une notion d'emplois "stratégiques". La présence d'emplois "stratégiques" est utilisée dans l'approche du rayonnement ou de l'attractivité d'un territoire.

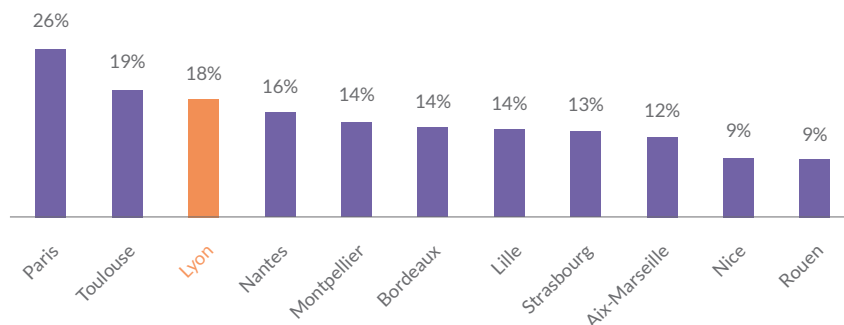
Cadres des fonctions métropolitaines

Le Grand Paris devance largement les autres métropoles concernant la part des cadres des fonctions métropolitaines : un quart des emplois. Avec 19%, Toulouse arrive en deuxième position (présence d'emplois fortement qualifiés en lien avec le pôle aéronautique). La métropole de Lyon se situe au troisième rang (18%).

Le Grand Paris devance largement les autres métropoles concernant la part des cadres des fonctions métropolitaines : un quart des emplois. Avec 19%, Toulouse arrive en deuxième position (présence d'emplois fortement qualifiés en lien avec le pôle aéronautique). La métropole de Lyon se situe au troisième rang (18%).

Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi total

Source : Insee-RP 2018



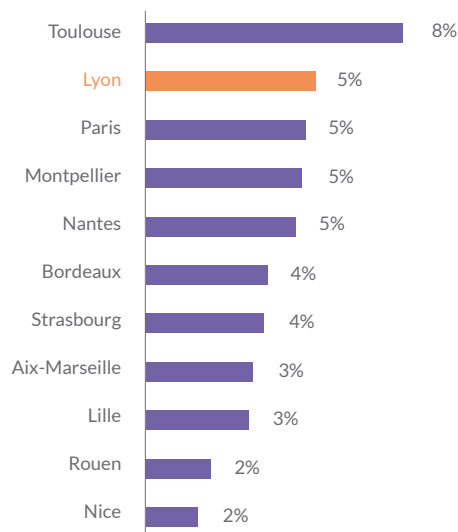
Conception-recherche

Avec 8% de ses emplois dans la conception-recherche, Toulouse Métropole est loin devant les autres villes. Lyon, Paris, Montpellier et Nantes viennent ensuite avec une proportion de 5%.

L'évolution du nombre de ces emplois a été particulièrement forte à Bordeaux, Nantes et Lille. Avec +15% Lyon arrive en quatrième position.

Part de la conception-recherche dans l'emploi total

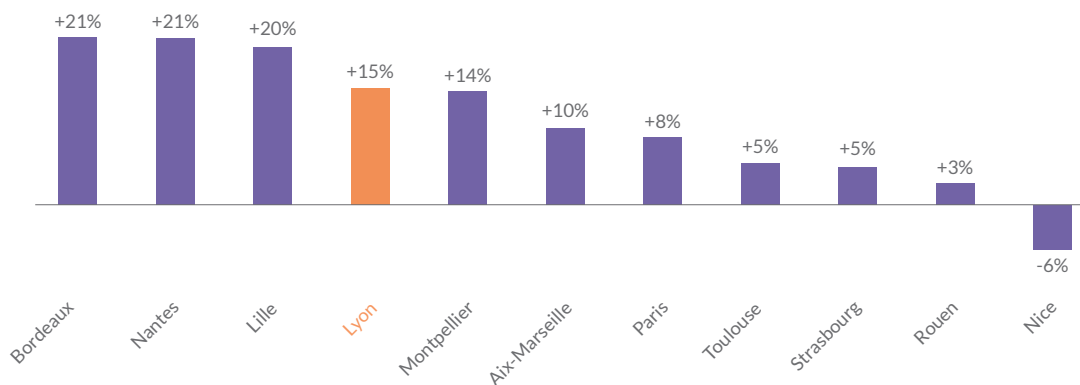
Source : Insee-RP 2018



39 400
emplois dans la conception-recherche

Évolution des emplois de la conception-recherche entre 2013 et 2018

Source : Insee-RP





598 900
emplois salariés
privés

Emploi salarié privé

La métropole de Lyon compte 598 900 emplois salariés privés fin 2019. La métropole d'Aix-Marseille-Provence compte 11 700 emplois de moins.

Nombre d'emplois salariés privés

Source : Urssaf 31-12-2020

PARIS	3 364 400
LYON	598 900
AIX-MARSEILLE	587 200
LILLE	409 800
TOULOUSE	346 000
BORDEAUX	315 200
NANTES	286 800
STRASBOURG	191 900
ROUEN	155 900
MONTPELLIER	155 100
NICE	152 200

Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

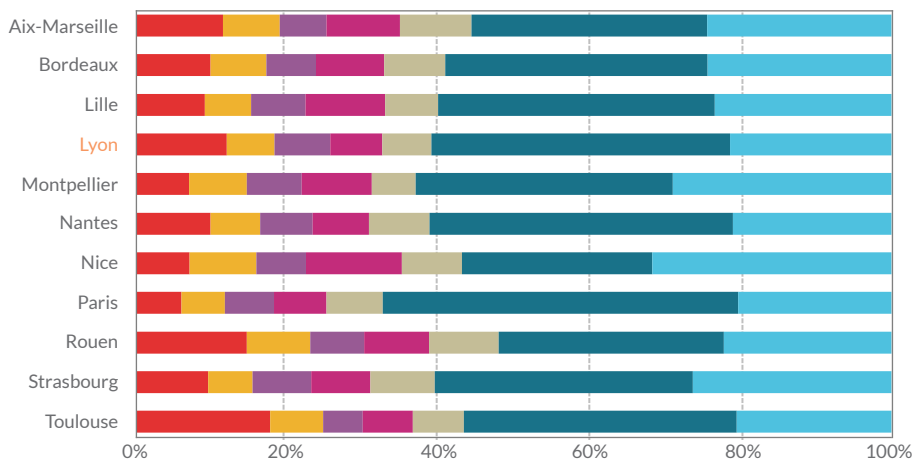
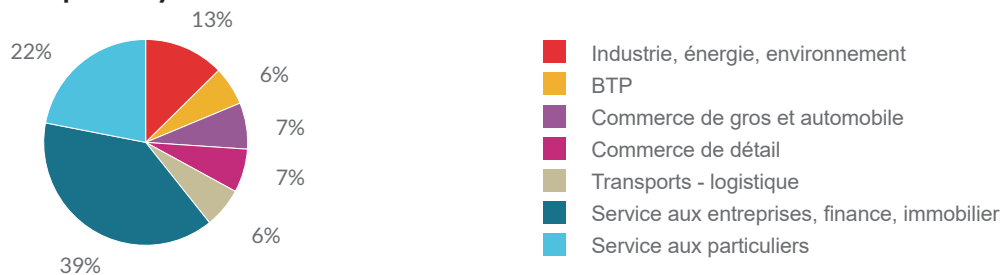
Toulouse et Rouen sont les deux métropoles qui comptent proportionnellement le plus d'emplois industriels : respectivement 18% et 15%. Les services aux entreprises, la finance et l'immobilier sont fortement surreprésentés à Paris : 46%. Viennent ensuite Nantes (40%) et

Lyon (39%). C'est à Nice et Montpellier que la part des emplois dans les services aux particuliers est la plus forte (32% et 29% des emplois salariés privés). C'est à Nice que le commerce de détail a le poids le plus important : 13%.

Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Source : Urssaf 31-12-2020

Métropole de Lyon



13%
d'emplois
dans l'industrie

Emploi industriel

Toulouse Métropole concentre le plus d'emplois industriels. L'industrie aéronautique et spatiale y a un poids très important. Rouen arrive en deuxième position avec 15% d'emplois industriels. Ses plus fortes spécificités sont les industries pharmaceutique et chimique.

Ensuite, vient la métropole de Lyon, ses plus fortes spécificités industrielles sont également la pharmacie et la chimie. La fabrication de matériel de transport constitue également un secteur de poids du territoire.

L'évolution de l'emploi industriel en trois ans est contrastée selon les métropoles, il a augmenté de 1% à Lyon.

Emploi industriel

Source : Urssaf 31-12-2017 et 2020

	Effectif	Part dans l'ensemble des emplois	Évolution en trois ans
TOULOUSE	63 097	18%	+2%
ROUEN	23 665	15%	-3%
LYON	75 152	13%	+1%
AIX-MARSEILLE	70 662	12%	+0,4%
NANTES	29 977	10%	+4%
BORDEAUX	32 918	10%	+2%
STRASBOURG	19 463	10%	-3%
LILLE	39 604	10%	-3%
NICE	11 718	8%	-1%
MONTPELLIER	11 795	8%	+5%
PARIS	222 119	7%	-1%

Emploi dans les services aux entreprises, la finance et l'immobilier

Le Grand Paris concentre le plus d'emplois dans les services aux entreprises, la finance et l'immobilier (46%). L'ensemble des segments y sont surreprésentés : audiovisuel, informatique, finance, immobilier, services supérieurs...

Nantes est la deuxième métropole en termes de poids de ces activités (40%). Ce sont les activités informatiques qui sont les plus spécifiques.

A Lyon, les services aux entreprises pèsent 39% de l'ensemble des emplois. Les points forts de la métropole sont : l'informatique, les télécommunications et les services intellectuels supérieurs (ingénierie, conseil, R&D...). Seule Nice accuse une légère baisse de ses emplois (-1%). La plus forte hausse s'observe à Montpellier (+9%). Lyon est troisième (+6%).

Emploi dans les services aux entreprises, finance, immobilier

Source : Urssaf 31-12-2017 et 2020

	Effectif	Part dans l'ensemble des emplois	Évolution en trois ans
PARIS	1 563 198	46%	+2%
NANTES	113 963	40%	+5%
LYON	234 117	39%	+6%
LILLE	148 290	36%	+6%
TOULOUSE	123 491	36%	+0,4%
BORDEAUX	108 162	34%	+5%
STRASBOURG	64 726	34%	+0,1%
MONTPELLIER	52 239	34%	+9%
AIX-MARSEILLE	181 072	31%	+3%
ROUEN	45 921	29%	+1%
NICE	37 915	25%	-1%



Définition

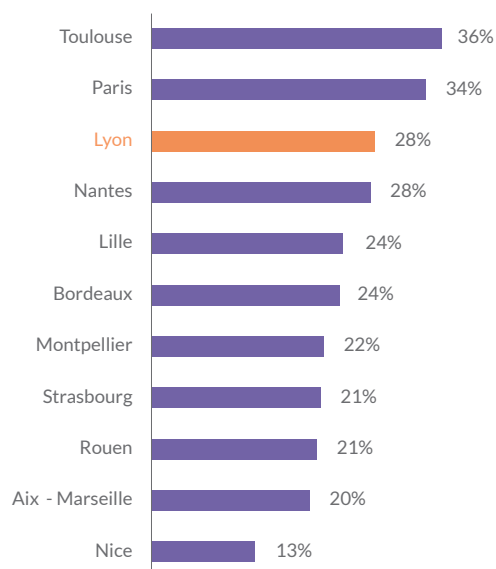
Les activités métropolitaines supérieures (AMS) ont été identifiées par l'Insee comme un "ensemble d'activités économiques supérieures caractéristiques des métropoles françaises". Elles sont constituées de 4 segments : le high-tech industriel, le high-tech services, les services aux entreprises à forte intensité en connaissance et les services financiers. Les activités ont été sélectionnées en fonction de leur part globale de cadres et de la part des cadres des fonctions conception-recherche et prestations intellectuelles.

Activités métropolitaines supérieures

Les métropoles de Toulouse et de Paris sont celles qui concentrent le plus d'emplois dans les activités métropolitaines supérieures. A Toulouse, le "high-tech industriel" a un poids particulièrement élevé (13%). A Paris, les différents services sont surreprésentés. A Lyon et à Nantes, les AMS représentent 28% des emplois.

Part des activités métropolitaines supérieures dans l'emploi salarié privé

Source : Urssaf 31-12-2020



Part des activités métropolitaines supérieures dans l'emploi salarié privé

Source : Urssaf 31-12-2020

	High-tech industriel	High-tech services	Services aux entreprises à forte intensité en connaissance	Services financiers
TOULOUSE	13%	7%	13%	3%
PARIS	2%	8%	16%	8%
LYON	4%	7%	13%	5%
NANTES	2%	9%	12%	6%
LILLE	2%	5%	11%	6%
BORDEAUX	4%	5%	10%	6%
MONTPELLIER	1%	7%	10%	4%
STRASBOURG	2%	5%	8%	6%
ROUEN	6%	1%	8%	6%
AIX-MARSEILLE	3%	4%	9%	4%
NICE	2%	1%	6%	4%

Évolution de l'emploi salarié privé

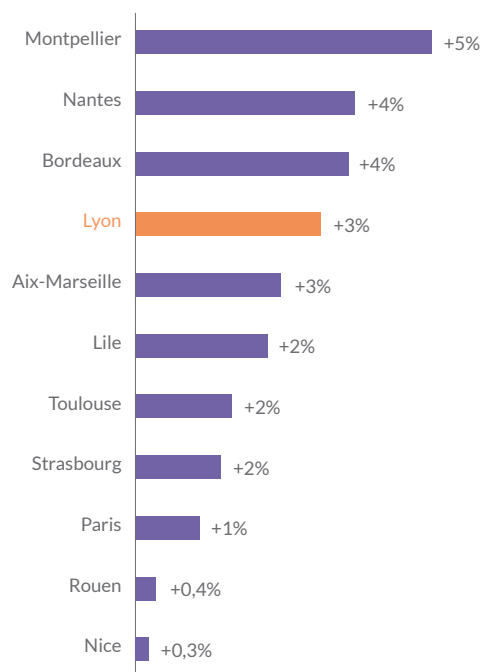
Malgré la diminution de l'emploi observée en 2020, aucune métropole n'a connu de baisse entre 2017 et 2020. Montpellier, Nantes et Bordeaux affichent les plus fortes hausses. Avec +3% en 3 ans, Lyon se situe en quatrième position.

Dans la métropole de Lyon, l'ensemble des grands secteurs d'activité gagnent des emplois en trois ans. La plus forte hausse, à Lyon comme dans les autres métropoles, se situe dans le BTP (+11%). Les emplois progressent également de manière significative dans les services aux entreprises, la finance et l'immobilier (+6%).

+19 800
emplois en 3 ans

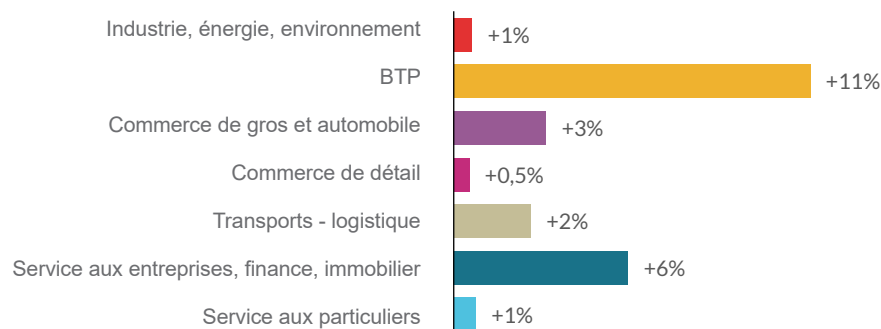
Évolution de l'emploi salarié privé en 3 ans

Source : Urssaf 31-12-2017 et 2020



Évolution de l'emploi salarié privé en 3 ans par secteur dans la Métropole de Lyon

Source : Urssaf 31-12-2017 et 2020





Marché du travail

Définitions

Au numérateur du taux de chômage figure l'estimation du nombre de chômeurs, en moyenne trimestrielle (données CVS) ;

Au dénominateur, la population active, en moyenne trimestrielle, estimée au lieu de résidence (actifs ayant un emploi et chômeurs).

Taux de chômage

La situation de crise inédite vécue à compter de mars 2020 a eu un impact fort et immédiat sur le marché du travail. Le taux de chômage en France a bondi au 3^e trimestre 2020 pour atteindre 9,1%. Il a retrouvé un niveau plus "normalisé" dès le 4^e trimestre 2020 et s'établit entre 8,0% et 8,1% depuis. Il est égal à 8,1% au 3^e trimestre 2021.

Avec 7,2% de chômeurs au 3^e trimestre 2021, la zone d'emploi de Lyon se situe à 0,9 point en dessous de la moyenne nationale. Seule la zone d'emploi de Nantes présente un taux de chômage inférieur (6,4%). C'est à Marseille-Aubagne et Montpellier que les taux de chômage

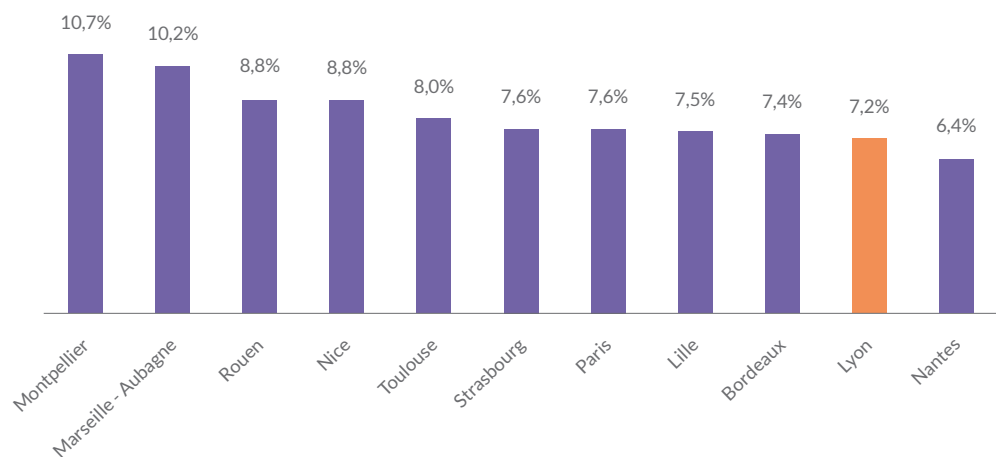
sont les plus élevés avec plus d'une personne active sur dix concernée (respectivement 10,2% et 10,7%).

Quelles que soient les zones d'emploi, la situation s'est nettement améliorée par rapport à celle du 3^e trimestre 2020. À l'exception de la zone d'emploi de Paris, la situation est même plus favorable qu'avant la crise, au 3^e trimestre 2019. La réduction du taux de chômage dans la zone d'emploi de Lyon est de 0,3 point en deux ans.

Un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale

Taux de chômage par zone d'emploi - 3^e trimestre 2021 en %

Source : Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT





Définition

DEFM : Demandeurs d'emplois en fin de mois

- Catégorie A : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et qui n'ont pas d'emploi.

- Catégories B et C : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et qui ont une activité réduite.

- Catégorie D : non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...

- Longue durée : depuis un an et plus.

Demandeurs d'emploi

Les effectifs de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C ont diminué de 8,4% en 2021 dans la métropole de Lyon. Cette diminution vient en réalité rétablir une situation fortement dégradée du fait de la crise. Néanmoins, en trois ans, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C a diminué (-4,3%).

À l'exception des personnes inscrites à Pôle emploi depuis au moins un an et des personnes de 50 ans ou plus, les évolutions en trois ans sont favorables. L'amélioration est d'ailleurs marquée pour les jeunes de moins de 25 ans (-9,8%) et pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (-8,5%). Fin 2021, les jeunes représentent 11,4% des demandeurs de catégories A, B et C (12,5% un an auparavant) tandis que les personnes âgées de 50 ans et plus comptent pour 23,1% (contre moins de 22% les années précédentes). L'amélioration globale de la situation face à l'emploi observée à fin 2021 profite moins aux personnes en recherche d'emploi depuis au moins un an puisque la hausse observée en 2020 (+13,9%) n'est pas comblée par la baisse mesurée au cours de 2021 (-8,0%). Les 50 ans et plus sont également en marge de la reprise avec une augmentation de leur nombre de +5,3% en 3 ans.

Après une situation 2019 positive sur le front de l'emploi puis la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en 2020 dans l'ensemble des zones d'emploi de comparaison, en lien direct avec la crise sanitaire, la tendance est à l'amélioration en 2021. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans toutes les zones d'emploi, allant de -9,4% à Nice à -5,7% à Strasbourg ou Toulouse. À Lyon, la baisse est de 7,4%.

Plus instructive, l'évolution sur 3 ans permet de "gommer" la situation inédite de 2020 qui vient heurter la tendance. À l'exception de la zone d'emploi de Toulouse, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi diminue. Lille enregistre la diminution la plus forte sur la période (-11,7%).

Avec une diminution de -3,3%, la zone d'emploi de Lyon se situe dans la moyenne des onze zones d'emploi (-3,4%). La baisse observée au niveau national est de -4,4%.

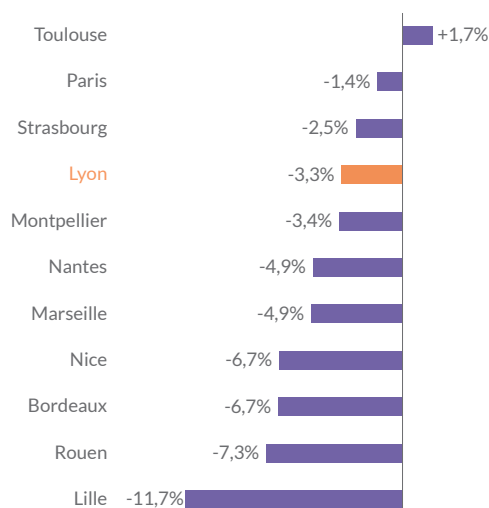
Caractéristiques des demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon

Source : Pôle emploi - données brutes au 31-12-2021

	Nombre et % au 31-12-2021	Évolution en un an	Évolution en 3 ans
DEFM CAT ABC	123 444	-8,4%	-4,3%
MOINS DE 25 ANS	11%	-17,0%	-9,8%
50 ANS OU PLUS	23%	-2,1%	+5,3%
FEMMES	49%	-8,0%	-4,0%
LONGUE DURÉE	47%	-8,0%	+2,7%
DEFM CAT A	59%	-15,7%	-8,5%

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi sur 3 ans entre 2018 et 2021

Source : Pôle emploi-Dares, données brutes au 31 décembre (nombre d'inscrits en moyenne sur le dernier trimestre)





Insertion

Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA)

À Lyon, la part de la population couverte par le RSA atteint 6,6% fin 2020. Ce pourcentage est en hausse de 0,6 point par rapport à 2017. Cette part varie de 5,3% à Nice à 9,3% à Lille. L'ensemble des métropoles de comparaison subit une augmentation du nombre de foyers allocataires en trois ans. La hausse dépasse 10% dans cinq d'entre elles dont celle de Lyon (+13,4%). La majorité des métropoles avait connu une situation favorable entre 2017 et 2019 avec des baisses ou des stabilisations d'effectifs. L'année 2020 marquée par la crise sanitaire a impacté fortement le marché du travail et le nombre de bénéficiaires du RSA a fortement crû dans la plupart des métropoles avec des hausses importantes en un an : 9% à Nantes et Lyon, 10% à Paris et jusqu'à 17% à Nice.

La métropole de Lyon se situe parmi les territoires dans lesquels la situation s'est le plus dégradée en trois ans. Le nombre de foyers allocataires du RSA s'établit à 45 400 fin 2020. Le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité atteint quant à lui 107 000 soit une augmentation de 64% par rapport à 2017. Cette forte hausse, commune à l'ensemble des métropoles provient essentiellement des mesures gouvernementales prises suite à la crise des " gilets jaunes " de fin 2018 et qui avaient abaissé le seuil des ressources permettant d'accéder au complément de revenu que constitue la prime d'activité. Ces mesures qui ont permis un élargissement sensible du public bénéficiaire ont instauré également une revalorisation du montant de la prime allouée. Sur l'année 2020, les hausses concernant les effectifs d'allocataires de la prime d'activité ont été beaucoup plus mesurées que pour le RSA.

Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA)

Source : Cnaf au 31-12-2020

	Part de la population couverte par le RSA	Allocataires RSA	Évolution en trois ans	Allocataires prime d'activité	Évolution en trois ans
NICE	5,3%	15 415	+8,8%	37 898	+67,0%
BORDEAUX	5,9%	25 983	+3,7%	67 760	+60,0%
NANTES	6,0%	20 987	+11,6%	53 136	+62,0%
PARIS	6,6%	257 043	+13,5%	383 724	+59,0%
LYON	6,6%	45 391	+13,4%	107 030	+64,0%
TOULOUSE	6,8%	28 570	+8,5%	72 982	+57,0%
MONTPELLIER	7,0%	18 339	+11,2%	44 618	+66,0%
ROUEN	8,2%	19 929	+7,2%	38 947	+55,0%
STRASBOURG	8,4%	21 239	+10,8%	42 353	+56,0%
AIX-MARSEILLE	8,9%	80 151	+9,1%	142 864	+61,0%
LILLE	9,3%	52 304	+0,1%	97 085	+50,0%

Définition

Le foyer allocataire est composé du responsable du dossier et l'ensemble des autres ayants droit au sens de la réglementation en vigueur (conjoint, enfant(s) et autre(s) personne(s) à charge). En pratique, le terme "allocataire" est souvent utilisé à la place de "foyer allocataire". À partir de janvier 2016, la prime d'activité remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi. Il n'existe plus qu'un type de RSA qui correspond à l'ancien RSA socle. La prime d'activité peut être couplée au RSA en cas de faibles revenus d'activités professionnelles. Elle vise à encourager la reprise ou la poursuite d'une activité professionnelle en apportant un complément de revenu aux travailleurs pauvres.

Au troisième trimestre 2021, 31% des foyers allocataires du RSA sont des familles monoparentales.

Plus globalement, les familles avec enfant(s) représentent 42% des foyers allocataires du RSA.

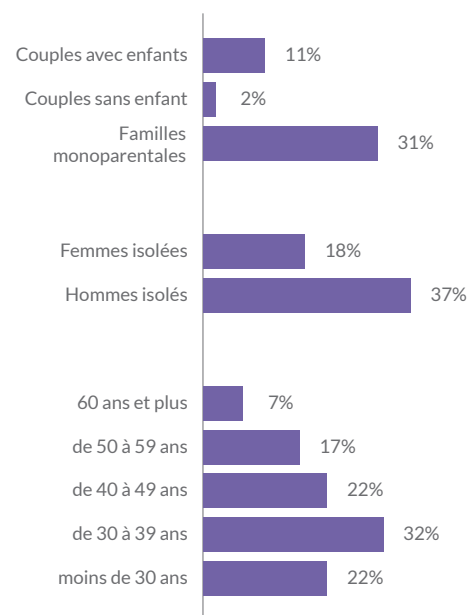
Les hommes isolés demeurent le profil majoritaire dans le dispositif RSA (37% des allocataires) et leur part est deux fois plus élevée que celle des femmes isolées. Enfin, les 30-39 ans sont de loin les plus représentés parmi les allocataires du RSA avec un tiers des foyers bénéficiaires.

Après une année 2020 de hausse soutenue du nombre de bénéficiaires, le rebond de l'activité économique en 2021 a permis un recul rapide des effectifs (-5,6% en un an). Malgré cette amélioration, le nombre d'allocataires du RSA dans la métropole de Lyon a augmenté de 6,9% sur la période allant de fin septembre 2018 à fin septembre 2021. En trois ans, les plus fortes hausses s'observent pour les allocataires depuis plus de trois ans (+23,9%) et les allocataires âgés de 55 ans ou plus (+18,4%). Les allocataires hommes seuls avec enfant(s) sont également en progression sensible avec +11,8% en trois ans.

À noter que la situation s'améliore pour certains profils de bénéficiaires comme les couples sans enfant, les jeunes de moins de 25 ans (majoritairement des parents isolés) ou encore les bénéficiaires depuis un an ou moins dont les effectifs diminuent sur la période (respectivement -10%, -17% et -30%).

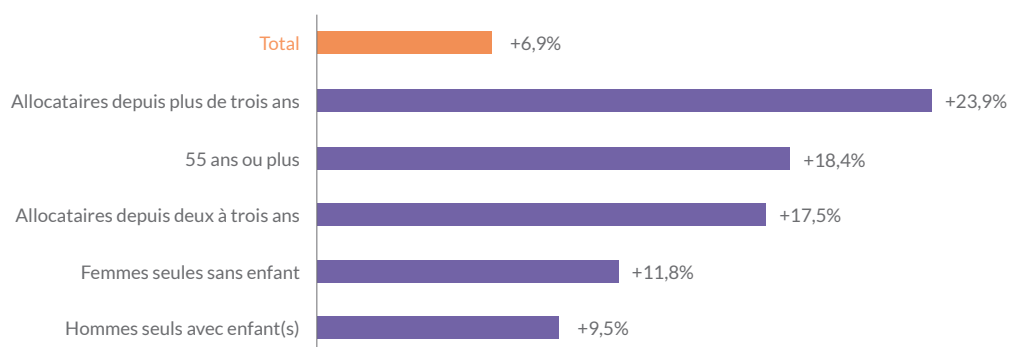
Profil des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) dans la métropole de Lyon au 3^e trimestre 2021

Source : Caf du Rhône



Plus fortes hausses observées du nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) dans la métropole de Lyon entre le 3^e trimestre 2018 et le 3^e trimestre 2021

Source : Caf du Rhône



Entreprises

Définition

Quatre catégories d'entreprises sont définies pour les besoins de l'analyse statistique et économique. Pour déterminer la catégorie à laquelle une entreprise appartient on utilise : l'effectif, le chiffre d'affaires et le total du bilan. Ici nous avons utilisé le seul critère d'effectif

- les petites et moyennes entreprises (PME) occupent moins de 250 personnes. Parmi elles les micro-entreprises occupent moins de 10 personnes

- les entreprises de taille intermédiaire (ETI) occupent entre 250 et 4 999 personnes

- les grandes entreprises occupent plus de 5 000 personnes.

Paris compte proportionnellement le plus d'entreprises sans salarié, mais le moins de sièges de microentreprises de 1 à 9 salariés. C'est l'inverse à Toulouse.

Les PME de 10 à 249 salariés sont les plus nombreuses à Nantes et Rouen. Les métropoles qui comptent le plus de sièges d'ETI (entre 250 et

4 999 salariés) sont Lille, Nantes et Paris. A Nice, seules 0,08% des entreprises sont sièges d'ETI. Cinq métropoles n'ont pas de sièges de grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) : Bordeaux, Montpellier, Nantes, Nice et Rouen. Lille compte 11 sièges d'entreprises de plus de 5 000 salariés.

Répartition du nombre de sièges sociaux selon la taille de l'entreprise

Source : Insee-REE dénombrement des entreprises 31-12-2019 (statut de sociétés commerciales)

	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 249 salariés	250 à 4 999 salariés	5 000 salariés et plus
AIX-MARSEILLE	60%	34%	6%	0,16%	5
BORDEAUX	57%	34%	9%	0,20%	0
LILLE	59%	32%	9%	0,37%	11
LYON	57%	35%	8%	0,28%	6
MONTPELLIER	62%	31%	6%	0,13%	0
NANTES	56%	34%	10%	0,35%	0
NICE	62%	33%	6%	0,08%	0
PARIS	65%	28%	7%	0,33%	75
ROUEN	55%	34%	10%	0,31%	0
STRASBOURG	57%	34%	9%	0,27%	1
TOULOUSE	54%	36%	9%	0,31%	3

164 300

établissements

Nombre d'établissements publics et privés

Source : Insee-REE 31-12-2019 et Urssaf 31-12-2020

	Nombre total d'établissements	Établissements employeurs du secteur privé
PARIS	1 088 550	299 150
AIX-MARSEILLE	221 260	60 390
LYON	164 300	50 460
LILLE	101 690	30 290
BORDEAUX	95 560	28 120
TOULOUSE	84 210	26 070
NICE	83 230	21 020
NANTES	64 560	20 590
MONTPELLIER	63 420	16 680
STRASBOURG	50 140	16 790
ROUEN	37 860	12 610

Répartition des établissements par secteur d'activité

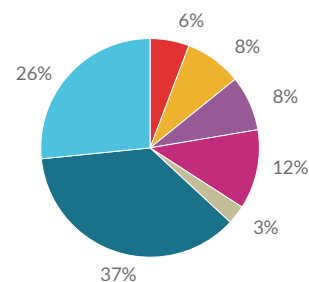
Paris est la métropole avec la plus forte part d'établissements (employeurs du secteur privé) dans les services aux entreprises, la finance et l'immobilier (43%) et celle où il y a le moins d'établissements dans les services aux particuliers (25%).



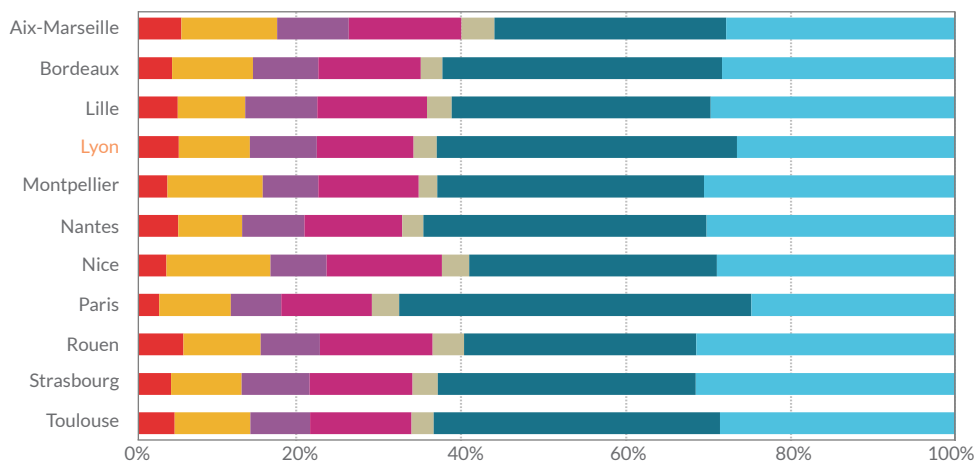
Répartition des établissements par secteur d'activité

Source : Urssaf 31-12-2020 (établissements employeurs du secteur privé)

Métropole de Lyon



37%
d'établissements
dans les services
aux entreprises

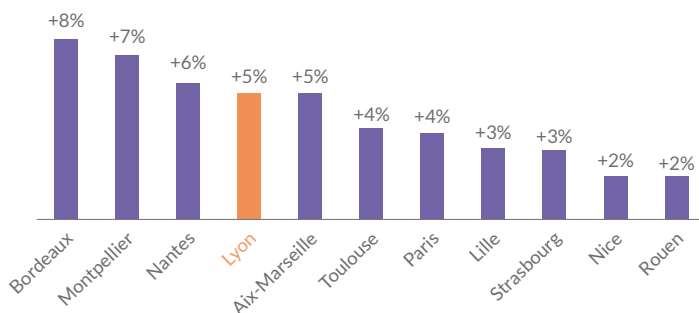


Évolution du nombre d'établissements

Entre 2017 et 2020, le nombre d'établissements employeurs du secteur privé n'a diminué dans aucune métropole. C'est à Bordeaux que la progression est la plus forte. Avec +5%, Lyon se situe en quatrième position.

Évolution du nombre d'établissements en 3 ans

Source : Urssaf 31-12-2017 et 2020 (établissements employeurs du secteur privé)





31 250
créations
d'entreprise
en 2021

16%
d'entreprises
à capitaux
étrangers

Création d'entreprises

31 250 entreprises ont été créées dans la métropole de Lyon en 2021. C'est à Lille, Toulouse et Bordeaux que le taux de création est le plus élevé. En trois ans, le nombre de créations a fortement augmenté dans l'ensemble des métropoles, les hausses les plus fortes étant à Lille et Aix-Marseille.

Création d'entreprises

Source : Insee-REE

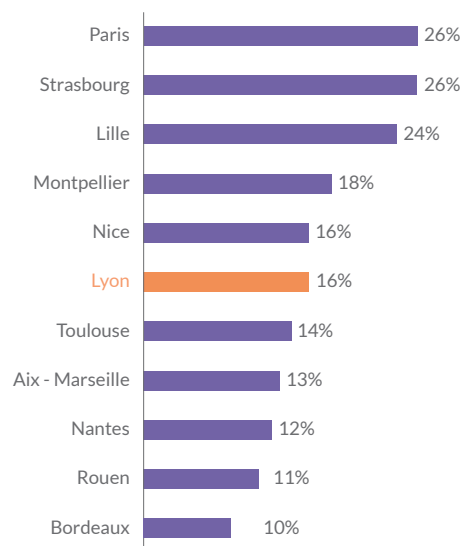
	Nombre de créations en 2021	Taux de création	Évolution en 3 ans
LILLE	19 890	22%	+59%
TOULOUSE	16 904	22%	+40%
BORDEAUX	19 154	22%	+34%
NANTES	11 702	21%	+56%
LYON	31 249	21%	+32%
MONTPELLIER	12 002	20%	+51%
AIX-MARSEILLE	40 505	20%	+59%
ROUEN	6 328	20%	+44%
STRASBOURG	8 738	20%	+52%
PARIS	187 600	18%	+22%
NICE	13 720	18%	+47%

Entreprises à capitaux étrangers

Paris, Strasbourg et Lille se situent largement devant les autres agglomérations en termes d'entreprises à capitaux étrangers. En effet, celles-ci représentent un quart de l'ensemble des sociétés (détenues par au moins un actionnaire doté de la personnalité morale, quel que soit le nombre de salariés). La métropole de Lyon et celle de Nice ont 16% de sociétés à capitaux étrangers.

Part de sociétés à capitaux étrangers en 2022

Source : Bureau van Dijk-Diane (Sociétés ayant au moins une personne morale comme actionnaire, CA>100k€, actionnaire étranger détenant au moins un tiers du capital)

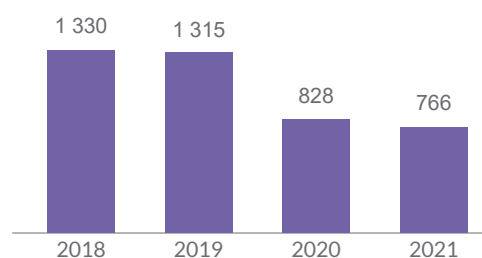


Procédures collectives

Le nombre de défaillances prononcées par le Tribunal de commerce de Lyon a encore diminué en 2021. Ces résultats très positifs s'expliquent à la fois par les mesures de soutien gouvernementales et par le dynamisme de la reprise économique.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives

Source : Tribunal de commerce de Lyon





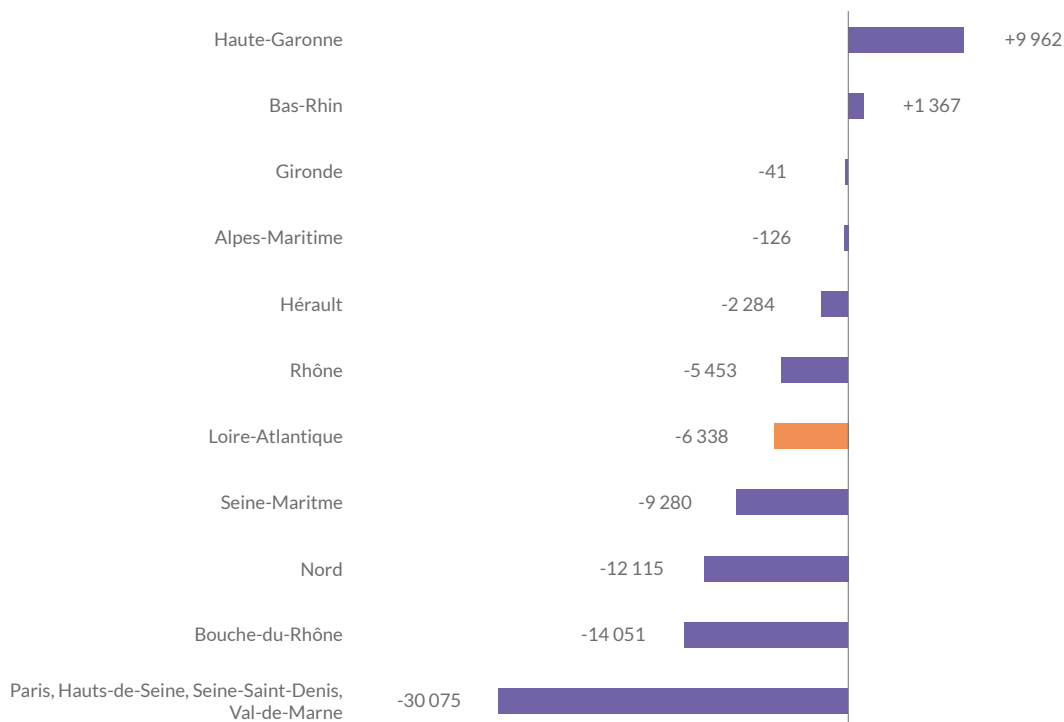
Commerce extérieur

En 2021 dans le Rhône, le volume des importations a augmenté de 16% et celui des exportations de 17%. Le déficit commercial est passé de -4,9 milliards d'euros en 2020 à -5,5 milliards d'euros en 2021.

Le solde commercial de la Haute-Garonne est toujours très excédentaire en 2021 : +10 milliards d'euros. Celui des départements parisiens est très déficitaire (-30 milliards d'euros).

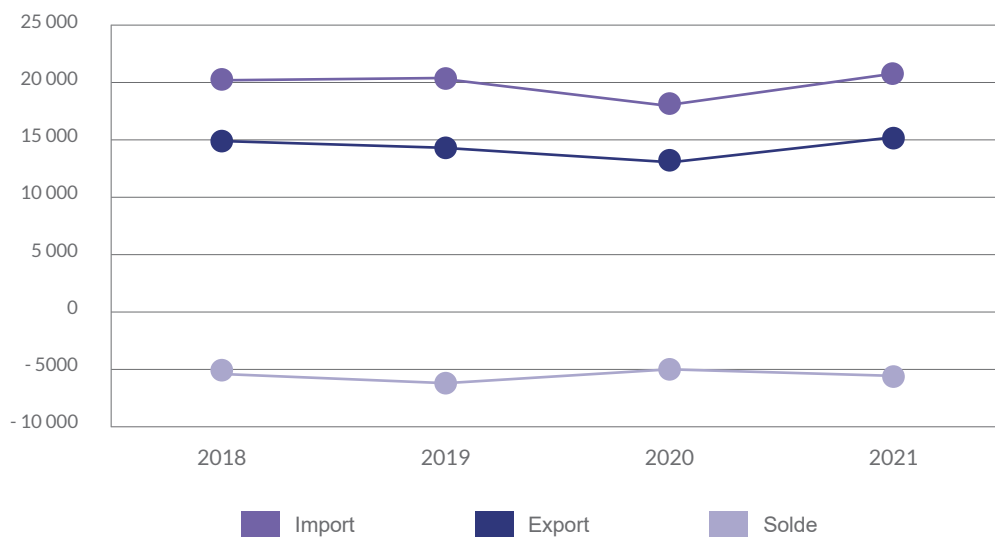
Solde commercial 2021 des départements où sont situées les métropoles

Source : Douanes



Commerce extérieur du Rhône (en M€)

Source : Douanes



Immobilier d'entreprise

Rebond du marché de bureaux

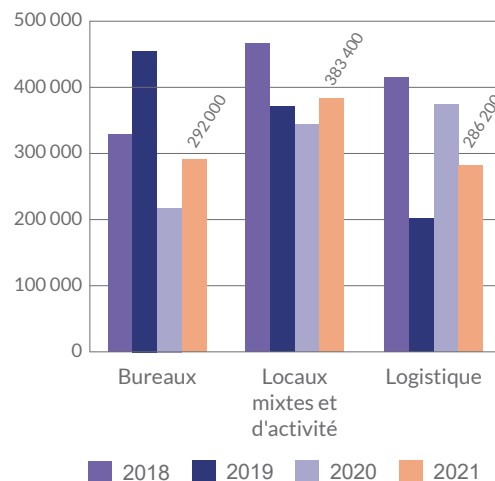
Immobilier d'entreprise dans l'agglomération lyonnaise

Après une année 2020 marquée par la crise, le marché de bureaux a progressé d'un tiers. Le niveau des transactions est équivalent à la moyenne de ces 10 dernières années.

En 2020 le marché des locaux mixtes et d'activité avait été peu affecté, il augmente de 11% en 2021. Le marché logistique est quant à lui en baisse : -23%.

Demande placée d'immobilier d'entreprise en région lyonnaise (en m²)

Source : CecimObs



Prix moyen des transactions en 2021 (HT/m²)

Source : Cecim

	Location		Vente util.	
	ancien	neuf	ancien	neuf
BUREAUX	178 €	224 €	-	-
ACTIVITÉ + MIXTES	64 €	87 €	613 €	1 239 €
LOGISTIQUE	-	-	-	-

Immobilier de bureaux dans les principales métropoles françaises

L'ensemble du marché régional (hors Ile-de-France) retrouve une belle dynamique, il est en progression de 40% et se situe au-dessus de la moyenne sur dix ans.

Le marché francilien progresse, lui, de 32% en 2021.

Demande placée en bureaux en 2021

Source : BNP Paribas Real Estate

	2021	Évolution en un an
ILE-DE-FRANCE	1 853 400	+32%
LYON	292 000	+33%
LILLE	274 000	+98%
BORDEAUX	130 000	+7%
AIX-MARSEILLE	163 000	+19%
TOULOUSE	107 000	+70%
NANTES	131 000	+52%
MONTPELLIER	112 000	+57%
NICE / SOPHIA ANTIPOLIS	84 000	+37%
STRASBOURG	65 000	-13%
ROUEN	nc	+15%

Enseignement supérieur

+7%
entre la rentrée
de 2017 et celle
de 2020

Étudiants

C'est Montpellier qui compte le plus d'étudiants relativement à sa population : 17%. En queue de classement : Aix-Marseille avec seulement 5% d'étudiants parmi sa population. Le nombre d'étudiants inscrits est en progression dans toutes les métropoles, à l'exception de Nice. Les plus fortes hausses s'observent à Rouen, Lyon et Nantes.

171 800 étudiants sont inscrits dans la métropole de Lyon, ils représentent 12% de la population. 55% d'entre eux étudient à l'université, 12% sont inscrits dans des écoles de commerce et 7% en écoles d'ingénieurs. En 3 ans, le nombre d'étudiants inscrits a augmenté de 7%.

Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur

Source : Mesri et Insee-RP 2019

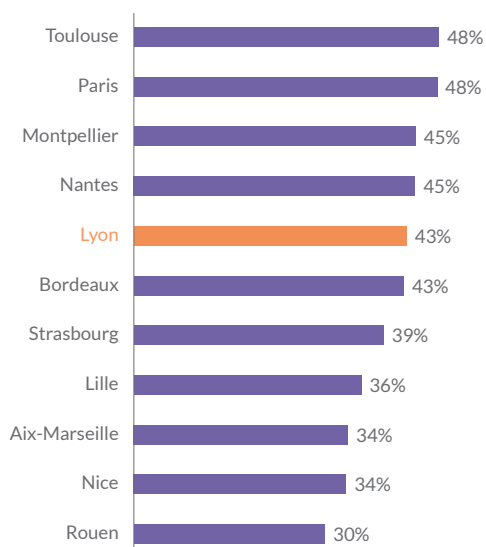
	2020 - 2021	Part dans la population	Évolution en 3 ans
MONTPELLIER	81 823	17%	+4%
TOULOUSE	114 618	14%	+3%
STRASBOURG	65 769	13%	+4%
BORDEAUX	101 553	12%	+2%
LYON	171 816	12%	+7%
LILLE	124 764	11%	+4%
NANTES	63 467	10%	+7%
ROUEN	46 839	9%	+7%
PARIS	584 181	8%	+5%
NICE	37 919	7%	-1%
AIX-MARSEILLE	99 187	5%	+6%

Diplômés de l'enseignement supérieur

Toulouse Métropole et le Grand Paris comptent le plus de diplômés de l'enseignement supérieur dans la population. La métropole de Lyon se situe en cinquième position. C'est à Rouen qu'ils sont les moins nombreux.

Part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population non scolarisée de 15 ans ou plus

Source : Insee-RP 2018

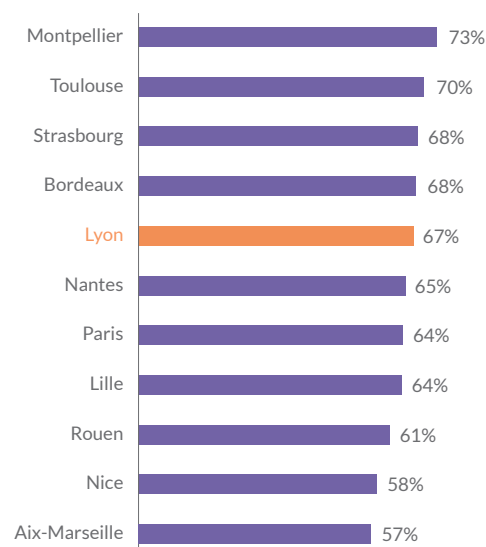


Les 18-24 ans en cours d'études

C'est à Montpellier qu'il y a le plus de jeunes de 18 à 24 ans qui suivent des études (73%). C'est à Aix-Marseille qu'ils sont les moins nombreux (57%).

Part des personnes en cours d'études dans les 18-24 ans

Source : Insee-RP 2018





Tourisme

Définition

Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres vendues et le nombre de chambres disponibles par les hôtels.

18 240
chambres

34 070
emplois salariés
liés au tourisme

Offre hôtelière en 2021

Lyon se situe au troisième rang derrière Paris et Aix-Marseille concernant l'offre d'hébergement touristique mesurée en nombre de chambres. En revanche, la métropole de Lyon est en septième position pour le nombre de chambres rapporté à la population.

Offre hôtelière en 2021

Source : Insee

	Hôtels et résidences de tourisme	Chambres	Nombre de chambres pour 1000 habitants
NICE	309	14 457	26
PARIS	2 149	134 652	19
STRASBOURG	140	9 186	18
BORDEAUX	187	12 899	16
TOULOUSE	169	11 557	15
MONTPELLIER	108	6 469	13
LYON	253	18 242	13
NANTES	132	8 254	12
AIX-MARSEILLE	383	21 206	11
LILLE	126	8 622	7
ROUEN	67	3 211	6

Aéroports

En 2021, le trafic repart à la hausse dans les plus grands aéroports français. Il a toutefois continué à subir des perturbations et n'atteint pas les niveaux d'avant-crise. L'aéroport Marseille-Provence enregistre plus de passagers que celui de Lyon.

Aéroports : nombre de passagers (en million)

Source : aéroports

	2021	Évolution en 1 an
PARIS-CHARLES DE GAULLE	26,2	+18%
PARIS-ORLY	15,7	+46%
NICE-CÔTE D'AZUR	6,5	+45%
MARSEILLE-PROVENCE	4,7	+39%
LYON-SAINT EXUPÉRY	4,5	+27%

Demande hôtelière dans le Grand Lyon

Les résultats de l'hôtellerie pour l'année 2021 s'améliorent par rapport à ceux de 2020. Ils restent cependant moins bons que ceux des années précédentes.

Demande hôtelière dans le Grand Lyon

Source : MKG Hospitality

	2019	2020	2021
TAUX D'OCCUPATION	72%	33%	48%
REVENU MOYEN PAR CHAMBRE DISPONIBLE	62,7 €	26,0 €	43,4 €

Emplois liés au tourisme

Avec 11% de ses emplois liés au tourisme, Nice devance de loin les autres métropoles françaises. Le Grand Paris arrive en deuxième position. Avec une part de 6%, Lyon fait partie des métropoles où le poids des emplois touristiques est le plus faible.

Les activités liées au tourisme ont été touchées par la crise du Covid et l'emploi recule dans toutes les métropoles en 2020 (entre -8% à Nantes et -15% à Nice, -12% à Lyon).

Part des emplois liés au tourisme

Source : Urssaf au 31-12-2020 (nomenclature des activités touristiques : DGE)

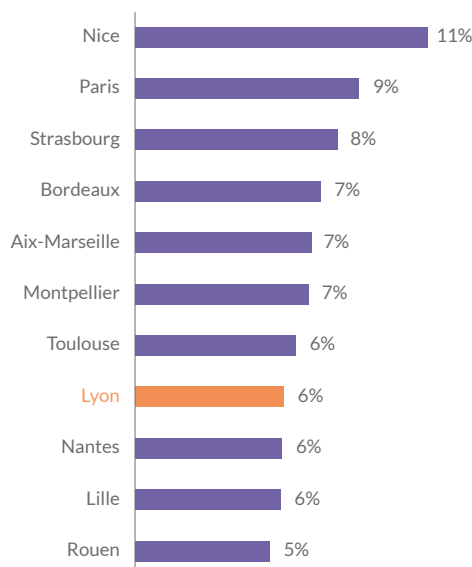




Tableau récapitulatif des indicateurs

	Paris Métropole du Grand Paris	Aix- Marseille Métropole d'Aix-Marseille- Provence	Lyon Métropole de Lyon	Lille Métropole européenne de Lille	Bordeaux Bordeaux Métropole	Toulouse Toulouse Métropole	Nantes Nantes Métropole	Nice Métropole Nice Côte d'Azur	Strasbourg EuroMétropole de Strasbourg	Rouen Métropole Rouen Normandie	Montpellier Montpellier Méditerranée Métropole
DÉMOGRAPHIE											
Population en 2019	7 094 649	1 898 561	1 411 571	1 179 050	814 049	796 203	665 204	550 498	494 299	505 272	491 417
Evolution annuelle 2013-2019	+0,3%	+0,4%	+0,9%	+0,3%	+1,4%	+1,3%	+1,5%	+0,3%	+0,2%	+0,8%	+1,8%
Evolution annuelle due au solde migratoire	-0,6%	+0,0%	+0,1%	-0,4%	+0,9%	+0,6%	+0,9%	+0,1%	-0,2%	+0,2%	+1,2%
Indice de jeunesse 2018	1,2	0,9	1,2	1,4	1,1	1,2	1,2	0,7	1,0	1,1	1,1
Taux de dépendance économique 2018	64%	77%	71%	72%	65%	61%	69%	83%	75%	68%	67%
EMPLOI											
Part des emplois salariés dans la sphère productive privée 31-12-2018	37%	33%	39%	33%	30%	39%	36%	21%	29%	33%	26%
Part des emplois salariés dans la sphère présentielle privée 31-12-2018	43%	44%	41%	42%	45%	37%	43%	53%	41%	43%	45%
Part des emplois salariés dans la sphère publique 31-12-2018	19%	23%	21%	24%	25%	24%	21%	26%	30%	24%	29%
Part de l'économie sociale dans l'ensemble des emplois salariés 31-12-2018	8%	10%	10%	10%	10%	8%	11%	10%	10%	11%	12%
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi total 2018	26%	12%	18%	14%	14%	19%	16%	9%	9%	13%	14%
Part de la conception-recherche dans l'emploi total 2018	5%	3%	5%	3%	4%	8%	5%	2%	2%	4%	5%
Evolution des emplois de la conception-recherche entre 2013 et 2018	+8%	+10%	+15%	+20%	+21%	+5%	+21%	-6%	+3%	+5%	+14%
Nombre d'emplois salariés privés 31-12-2020	3 364 400	587 200	598 900	409 800	315 200	346 000	286 800	152 200	155 900	191 900	155 100
Industrie, énergie, environnement	7%	12%	13%	10%	10%	18%	10%	8%	15%	10%	8%
BTP	6%	7%	6%	6%	7%	7%	6%	9%	8%	6%	8%
Commerce de gros et automobile	6%	6%	7%	7%	6%	5%	7%	6%	7%	8%	7%
Commerce de détail	7%	10%	7%	10%	9%	7%	7%	13%	8%	8%	9%
Transports - logistique	7%	9%	6%	7%	8%	7%	8%	8%	9%	8%	6%
Services aux entreprises, finance, immobilier	46%	31%	39%	36%	34%	36%	40%	25%	29%	34%	34%
Services aux particuliers	21%	25%	22%	24%	25%	21%	21%	32%	22%	26%	29%
Evolution de l'emploi en 3 ans	+1%	+3%	+3%	+2%	+4%	+2%	+4%	+0%	+0%	+2%	+5%
Evolution de l'emploi industriel en 3 ans	-0,8%	+0%	+1%	-3%	+2%	+2%	+4%	-1%	-3,0%	-3%	+5%
Evolution de l'emploi dans les services aux entreprises, finance, immobilier en 3 ans	+2%	+3%	+6%	+6%	+5%	+0%	+5%	-1%	+1%	+0%	+9%
Part des activités métropolitaines supérieures (AMS)	34%	20%	28%	24%	24%	36%	28%	13%	21%	21%	22%
high-tech industriel (HTI)	2%	3%	4%	2%	4%	13%	2%	2%	6%	2%	1%
high-tech services (HTS)	8%	4%	7%	5%	5%	7%	9%	1%	1%	5%	7%
services aux entreprises à forte intensité en connaissance (Sefic)	16%	9%	13%	11%	10%	13%	12%	6%	8%	8%	10%
services financiers (SF)	8%	4%	5%	6%	6%	3%	6%	4%	6%	6%	4%



	Paris Métropole du Grand Paris	Aix- Marseille Métropole d'Aix-Marseille- Provence	Lyon Métropole de Lyon	Lille Métropole européenne de Lille	Bordeaux Bordeaux Métropole	Toulouse Toulouse Métropole	Nantes Nantes Métropole	Nice Métropole Nice Côte d'Azur	Strasbourg EuroMétropole de Strasbourg	Rouen Métropole Rouen Normandie	Montpellier Métropole Méditerranée
MARCHÉ DU TRAVAIL											
Taux de chômage (zones d'emploi - 4 ^e trimestre 2021)*	7,6%	10,2%	7,2%	7,5%	7,4%	8,0%	6,4%	8,8%	8,8%	7,6%	10,7%
Evolution entre 2018 et 2021 des DEFM ABC (zones d'emploi)*	-1,4%	-4,9%	-3,3%	-11,7%	-6,7%	+1,7%	-4,9%	-6,7%	-7,3%	-2,5%	-3,4%
INSERTION											
Part de la population couverte par le RSA 31-12-2020	6,6%	8,9%	6,6%	9,3%	5,9%	6,8%	6,0%	5,3%	8,2%	8,4%	7,0%
Allocataires RSA	257 043	80 151	45 391	52 304	25 983	28 570	20 987	15 415	19 929	21 239	18 339
Evolution en trois ans	+13,5%	+9,1%	+13,4%	+0,1%	+3,7%	+8,5%	+11,6%	+8,8%	+7,2%	+10,8%	+11,2%
Allocataires prime d'activité	383 724	142 864	107 030	97 085	67 760	72 982	53 136	37 898	38 947	42 353	44 618
Évolution en trois ans	+59,0%	+61,0%	+64,0%	+50,0%	+60,0%	+57,0%	+62,0%	+67,0%	+55,0%	+56,0%	+66,0%
ENTREPRISES											
Nombre total d'établissements 31-12-2019	1 088 550	221 260	164 300	101 690	95 560	84 210	64 560	83 230	37 860	50 140	63 420
Etablissements employeurs du secteur privé 31-12-2020	299 150	60 390	50 460	30 290	28 120	26 070	20 590	21 020	12 610	16 790	16 680
Industrie, énergie, environnement	3%	6%	6%	6%	5%	5%	6%	4%	6%	5%	4%
BTP	9%	12%	9%	8%	10%	9%	8%	13%	9%	9%	12%
Commerce de gros et automobile	6%	9%	8%	9%	8%	7%	7%	7%	7%	8%	7%
Commerce de détail	11%	14%	12%	13%	12%	12%	12%	14%	14%	12%	12%
Transports - logistique	3%	4%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	4%	3%	2%
Services aux entreprises, finance, immobilier	43%	28%	37%	32%	34%	35%	35%	30%	28%	31%	33%
Services aux particuliers	25%	28%	26%	29%	28%	28%	30%	29%	31%	32%	30%
Évolution du nombre d'établissements en 3 ans	+4%	+5%	+5%	+3%	+8%	+4%	+6%	+2%	+2%	+3%	+7%
Sièges de sociétés : de 0 salarié 31-12-2019	65%	60%	57%	59%	57%	54%	56%	62%	55%	57%	62%
de 1 à 9 salariés	28%	34%	35%	32%	34%	36%	34%	33%	34%	34%	31%
de 10 à 249 salariés	7%	6%	8%	9%	9%	9%	10%	6%	10%	9%	6%
de 250 à 4 999 salariés	0,33%	0,16%	0,28%	0,37%	0,20%	0,31%	0,35%	0,08%	0,31%	0,27%	0,13%
de 5 000 salariés et plus	75	5	6	11	0	3	0	0	0	1	0
Nombre de créations 2021	187 600	40 505	31 249	19 890	19 154	16 904	11 702	13 720	6 328	8 738	12 002
Taux de création	18%	20%	21%	22%	22%	22%	21%	18%	20%	20%	20%
Évolution du nombre de créations en 3 ans	+22%	+59%	+32%	+59%	+34%	+40%	+56%	+47%	+44%	+52%	+51%
Part de sociétés à capitaux étrangers en 2022	26%	13%	16%	24%	10%	14%	12%	16%	11%	26%	18%
Solde commercial des départements 2021 (M€)	-30 075	-14 051	-5 453	-12 115	-41	+9 962	-6 338	-126	-9 280	+1 367	-2 284

* Aix-en-Provence ne fait pas partie de la zone d'emploi de Marseille-Aubagne.



	Paris Métropole du Grand Paris	Aix- Marseille Métropole d'Aix-Marseille- Provence	Lyon Métropole de Lyon	Lille Métropole européenne de Lille	Bordeaux Bordeaux Métropole	Toulouse Toulouse Métropole	Nantes Nantes Métropole	Nice Métropole Nice Côte d'Azur	Strasbourg EuroMétropole de Strasbourg	Rouen Métropole Rouen Normandie	Montpellier Montpellier Méditerranée Métropole
IMMOBILIER D'ENTREPRISE											
Demande placée en bureaux en 2021	1 853 400*	163 000	292 000	274 000	130 000	107 000	131 000	84 000**	nc	65 000	112 000
Evolution en un an	+32%*	+19%	+33%	+98%	+7%	+70%	+52%	+37%**	+15%	-13%	+57%
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR											
Etudiants inscrits 2020-2021	584 181	99 187	171 816	124 764	101 553	114 618	63 467	37 919	46 839	65 769	81 823
Part dans la population	8%	5%	12%	11%	12%	14%	10%	7%	9%	13%	17%
Evolution en 3 ans	+5%	+6%	+7%	+4%	+2%	+3%	+7%	-1%	+7%	+4%	+4%
Part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population en 2018	48%	34%	43%	36%	43%	48%	45%	34%	30%	39%	45%
Part des personnes en cours d'études dans les 18-24 ans en 2018	64%	57%	67%	64%	68%	70%	65%	58%	61%	68%	73%
TOURISME											
Hôtels et résidences de tourisme en 2021	2 149	383	253	126	187	169	132	309	67	140	108
Chambres	134 652	21 206	18 242	8 622	12 899	11 557	8 254	14 457	3 211	9 186	6 469
Nombre de chambres pour 1000 habitants	19	11	13	7	16	15	12	26	6	18	13
Part des emplois salariés liés au tourisme en 2020	9%	7%	6%	6%	7%	6%	6%	11%	5%	8%	7%

* Île-de-France

** Nice / Sophia Antipolis

Chiffres clés de la métropole de Lyon

▶
1 411 600

habitants

Insee-RP 2019

▶
598 900

emplois salariés privés

Urssaf, fin décembre 2020

▶
7,2%

taux de chômage

Insee, 3^e trimestre 2021

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référente : **Sophie-Anne Carrolaggi** - sa.carrolaggi@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme